

Après quatre ans de pouvoir mouvementés, la gauche radicale va sans doute perdre les législatives

«TSIPRAS A DÉÇU LES GENS»

« PASCAL BAERISWYL

Grèce » Pour la première fois depuis qu'elle a échappé à la faillite, la Grèce vote demain lors d'élections générales. Sauf surprise, elle devrait voir la défaite de son premier ministre, Alexis Tsipras, coupable d'avoir imposé l'austérité à un peuple déjà meurtri par la crise. Selon les sondages, la victoire du parti conservateur Nouvelle Démocratie sur la gauche radicale devrait être sans appel.

Au cours des derniers jours de campagne, Alexis Tsipras a brandi les chiffres encourageants de son bilan: baisse du chômage à 18%, hausse du salaire minimum à 650 euros, création de 400 000 emplois. L'analyse de Filippa Chatzistavrou, politologue et avocate, chercheuse à la Hellenic Foundation for European and Foreign Policy à Athènes.

Quatre ans après l'arrivée du parti Syriza au pouvoir, comment jugez-vous le bilan général du premier ministre Tsipras?

Filippa Chatzistavrou: Syriza et Tsipras ont réussi à maintenir de bonnes relations avec Bruxelles et avec leurs créanciers. Le gouvernement a appliqué les mesures qui lui étaient demandées, dans la continuité de ce qui avait été fait auparavant sous la droite ou sous le gouvernement social-démocrate. Les résultats sont bons du point de vue budgétaire. La réduction du déficit a été quasi miraculeuse si l'on compare aux années d'avant Tsipras.

Angela Merkel a dit d'Alexis Tsipras qu'il était «fiable»...

Oui, sur le plan de la mise en œuvre de l'austérité, il a été bon élève. Un énorme effort a été fait pour réduire la dépense publique (le pays reste endetté à hauteur de 180% de son PIB, ndr). Toutes les politiques de dérégulation, de privatisation de secteurs appartenant toujours à l'Etat (aéroports, ports) ont été assez efficaces. Je dirais même davantage que sous les gouvernements de droite.

Contrecoup de l'austérité, la casse sociale: qu'est-ce qui a été fait pour en limiter les effets?

Le gouvernement a tenté d'améliorer certaines situations, mais



La défaite du premier ministre grec Alexis Tsipras semble inévitable demain tant il a déçu des attentes sans doute impossibles à combler. Keystone

sur la marge seulement. Des politiques d'allocations pour les plus démunis ont été mises en place. Néanmoins, il s'agit de petits montants qui ne changent rien au déclassement social frappant à la fois la classe moyenne et les milieux défavorisés. Il s'agit là d'un changement fondamental de structure économique, marqué par la dérégulation du travail.

Le chômage est tombé sous la barre des 20%, ce qui ne s'était jamais vu depuis une décennie...

Effectivement, le chômage a baissé, mais il faut tenir compte de la fuite des cerveaux, par exemple, qui se poursuit, ou des contrats précaires qui ne sont pas comptabilisés. La précarisation du travail augmente. Les heures supplémentaires ne sont pas payées et les salaires ne sont souvent que partiellement déclarés.

Cette dérégulation touche-t-elle tous les domaines d'activité?



Filippa Chatzistavrou

«La Grèce a été le cheval de Troie pour toute l'Europe de l'impérialisme économique chinois»

Oui, le travail non déclaré a fortement augmenté depuis quatre ans, même si on ne peut pas le mesurer. Dans les professions libérales, aussi, de plus en plus de personnes sortent du système car elles sont incapables de faire face à leurs obligations fiscales. A cela s'ajoute la faiblesse des moyens de l'inspection du travail, même si ceux-ci ont été un peu renforcés récemment.

Victime principale de la crise, le secteur de la santé reste-t-il toujours aussi sinistré?

En matière de politique de santé, la situation était catastrophique avant l'arrivée de Syriza au pouvoir. Depuis, l'accès des chômeurs, des personnes démunies aux premiers soins a été rétabli, ce qui est vital. Mais le système de santé lui-même n'a pas été réhabilité. Plus grave, avec le retour attendu de la droite au pouvoir, on risque d'assister à une nouvelle privatisation d'hôpitaux.

Comment Syriza s'est-il efforcé de freiner la chute des retraites?

Les exigences des créanciers de la Grèce restent considérables. Depuis le début des années 2010, pas moins de 26 réductions des rentes ont été mises en œuvre! Quelque 48% de Grecs restent sous le seuil de pauvreté, une proportion de la population qui n'a guère bougé. Syriza a voulu prendre en compte le phénomène croissant des retraités pauvres. D'un autre côté, il a accepté de réduire encore plus l'engagement de l'Etat dans le système des caisses de retraite. Un phénomène qui sera amplifié par le retour en vue de la droite au pouvoir.

En matière de privatisations, l'affirmation selon laquelle le «pays a été vendu», en particulier à la Chine, est-elle correcte?

C'est un peu un slogan utilisé par les médias, mais la réalité va dans ce sens. Les capitaux asiatiques – non seulement chinois – ont envahi le pays. A mon sens, la Grèce a été le cheval de Troie, pour toute l'Europe, de l'impérialisme économique

chinois. Malheureusement, l'Union européenne n'a pas pris en compte ce qui s'est passé en Grèce...

Quels sont les effets visibles de cette emprise asiatique sur l'économie du pays?

A Athènes, au-delà des gros investisseurs qui ont pris notamment le contrôle du port du Pirée, il est frappant de voir s'implanter une classe moyenne d'entrepreneurs chinois. Leur emprise est très visible sur la prospection immobilière. Pour eux, Athènes est une base de départ pour ensuite faire du business dans le reste de l'Europe. De plus, le phénomène est alimenté par le déclassement social qui pousse des habitants à quitter leur logement au cœur d'Athènes pour aller en banlieue. Ce qui pose une autre grande question: quel avenir veut-on pour une capitale comme Athènes? En fait, il n'y a aucune planification, et le risque d'une désertification sociale est plus réel que jamais. »

LE POIDS DE LA MACÉDOINE

Promis à être défait dans les urnes, Alexis Tsipras aura eu le grand mérite d'enterrer la hache de guerre avec le voisin macédonien.

A la suite d'un accord historique signé en juin 2018, les parlements grec et macédonien ont approuvé en janvier dernier le nouveau nom de «République de Macédoine du Nord» pour l'ancienne république yougoslave indépendante depuis 1991.

C'est sans doute pour son courage politique vis-à-vis du contentieux historique avec Skopje qu'Alexis Tsipras restera dans les

Annales. Dans l'immédiat, sa vaillance s'est plutôt retournée contre lui, estime Ionna Vovou. Professeure au département de communication et médias de l'Université Pantéon, à Athènes, celle-ci estime que «l'accord sur la Macédoine est un enjeu majeur de cette campagne électorale. Les réactions ont été fortes et cette décision va peser sur les résultats des élections, mais sans doute de manière plus marquée encore sur le vote des électeurs du nord de la Grèce (province frontalière avec la Macédoine du Nord, ndr). On aurait pu mieux expliquer la teneur de cet accord, mais ce thème

est vite devenu un enjeu entre partis et entre leur communication politique.»

Selon les sondages, une large majorité des Grecs était opposée au compromis choisi sur le nom de la Macédoine. Reste que c'est bien la situation sociale et économique, et non la Macédoine, qui sera déterminante demain, conclut Ionna Vovou: «Les gens sont mécontents et déçus par Tsipras. Ils ne voient pas de façon concrète une amélioration dans leur quotidien. Syriza n'a pas répondu à leurs attentes. Quant à savoir si ces attentes étaient réalisables...» » PAB

AVEC MITSOTAKIS, LE RETOUR DE «LA FAMILLE»

L'affaire s'annonce très difficile, demain, pour la gauche radicale au pouvoir. Les sondages attribuent 37% à 39% des intentions de vote à la formation de centre droit Nouvelle Démocratie, contre 28% à 29% pour Syriza. Suivent le Mouvement pour le changement (Kinal), né sur les cendres du Parti socialiste (Pasok), avec 7,5% à 8% des intentions de vote, les communistes (KKE) aux alentours de 5%, le parti d'extrême droite Aube dorée et Solution grecque (parti conservateur prorusse), avec chacun environ 4%.

Les portes du pouvoir semblent donc promises à Kyriakos Mitsotakis, leader d'une nouvelle droite, aux tendances sécuritaires et xénophobes. Chef du parti Nouvelle Démocratie depuis 3 ans, il est issu d'une longue lignée politique. Son père Konstantinos Mitsotakis fut

premier ministre (1990-1993), sa sœur Dora Bakoyanni (née Mitsotakis) a été ministre et maire d'Athènes, alors que son neveu Costas Bakoyannis est le nouveau maire d'Athènes, élu en juin dernier. «C'est le retour de la mainmise de LA famille sur le pays», clament les partisans de Tsipras, qui stigmatisent les pratiques clientélistes associées aux grandes familles politiques grecques.

Un risque à ne pas sous-estimer, commente pour sa part la politologue Filippa Chatzistavrou: «Le retour attendu de la droite au pouvoir va marquer un spectaculaire retour de balancier avec plusieurs membres de la famille Mitsotakis aux affaires. La fin du népotisme n'est pas pour demain. Personnellement, je doute que la Grèce soit assez mature pour sortir de ses pathologies politiques traditionnelles.» PAB